

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Départementale des Territoires  
Service Environnement, Eau et Forêt  
Bureau de la coordination et des procédures  
DDT/SEEF/BCP/BDE/CC  
n°

**156**

**ARRETE**

de mise en demeure à l'encontre de la société  
AMERICA FER à TOULOUSE, 64 chemin de  
Fenouillet.

Le Préfet de la Région Midi-Pyrénées  
Préfet de la Haute-Garonne  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement ,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code du travail ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 novembre 1989 modifié autorisant la société AMERICA FER à exploiter à Toulouse, 64 chemin de Fenouillet, un dépôt de ferrailles et de véhicules hors d'usage, relevant de la rubrique 286 de la nomenclature des installations classées (rubriques 2712 et 2713 désormais) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2007 ayant modifié l'arrêté préfectoral du 6 novembre 1989 et portant agrément pour le stockage, la dépollution et le démontage de véhicules hors d'usage, agrément n° PR31 00014 D ;

Vu le rapport du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, inspecteur des installations classées en date du 4 novembre 2010 établi suite à sa visite d'inspection du 27 octobre 2010 ;

Considérant que la société AMERICA FER ne respecte pas certaines dispositions de l'arrêté préfectoral modifié du 6 novembre 1989 et de l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2007 ;

Considérant que le non-respect de ces prescriptions est de nature à entraîner un risque notable pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu de mettre l'exploitant en demeure de régulariser cette situation ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er –**

La société AMERICA FER est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite 64 chemin de Fenouillet, sur le territoire de la commune de TOULOUSE, de respecter les dispositions suivantes des arrêtés préfectoraux du 6 novembre 1989 modifié et du 18 janvier 2007, dans les délais mentionnés suivant la notification du présent arrêté :

Non conformités constatées	Prescription à respecter	Texte réglementaire de référence	Échéances
Non déclaration de 2 incendies survenus en juin et octobre 2010	<i>Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 19/07/76 doit être signalé immédiatement à l'inspection des installations classées et faire l'objet d'un rapport.</i>	Article 1.1 de l'arrêté préfectoral du 06/11/89 modifié	1 mois (rapport d'accident et modèle de fax à établir)
Pas d'affichage de la date de fin de validité de l'agrément	<i>La société AMERICAFER est tenue d'afficher, de façon visible à l'entrée de son installation, son numéro d'agrément et la date de fin de validité de celui-ci.</i>	Article 4 de l'arrêté préfectoral du 18/01/07	1 mois
Filtres à huile non enlevés des véhicules hors d'usage (VHU) lors de leur dépollution	<i>Afin de réduire toute incidence sur l'environnement, le titulaire est tenu de réaliser les opérations suivantes avant tout autre traitement : - [...] les huiles de carter, les huiles de transmission, les huiles de boîte de vitesse, les huiles hydrauliques, les liquides de refroidissement, antigel et de frein, les fluides de circuits d'air conditionné ainsi que tout autre fluide présent en quantité significative sont retirés à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation des parties concernées [...]</i>	Article 2 de l'arrêté du 18/01/07 et point 1°) du cahier des charges annexé à l'arrêté du 18/01/07	3 mois
Sol du site (zones extérieures et intérieur du bâtiment), caniveaux de récupération des eaux de pluie sales et encombrés, dont la zone touchée par un incendie en octobre 2010	<i>Les emplacements utilisés pour le dépôt des véhicules hors d'usage sont aménagés de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides que ces véhicules peuvent contenir.</i>	Article 10 de l'arrêté préfectoral du 06/11/89 modifié	3 mois
Stockage de liquides issus de VHU sans rétention et pas sous abri	<i>Les fluides extraits des véhicules hors d'usage [...] sont entreposés dans des réservoirs appropriés dans des lieux couverts dotés d'un dispositif de rétention.</i>	Article 11 de l'arrêté du 06/11/89 modifié	3 mois
Séparateur d'hydrocarbures non vidangé après l'incendie d'octobre 2010 et pas d'analyses des eaux rejetées en sortie de tous les points de rejets de l'établissement vers l'extérieur	<i>Les eaux issues des emplacements affectés au démontage des moteurs et pièces détachées, mentionnés aux articles 9 et 10, y compris les eaux de pluie ou les liquides issus de déversements accidentels, sont récupérées et traitées avant leur rejet dans le milieu naturel, notamment par passage dans un décanteur/déshuileur ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Le traitement réalisé doit assurer que le rejet des eaux dans le milieu naturel respecte les critères de qualité suivants :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>• pH compris entre 5,5 et 8,</li> <li>• Matières en suspension totales inférieures à 100 mg/l,</li> <li>• Hydrocarbures totaux inférieurs à 10 mg/l,</li> <li>• Plomb inférieure à 0,5 mg/l.</li> </ul>	Article 12 de l'arrêté préfectoral du 06/11/89 modifié	3 mois
Pas d'alarme associée à l'obturation automatique du séparateur d'hydrocarbures	<i>Un dispositif décanteur/déshuileur avec système autobloquant et alarme, de dimension adaptée au débit à traiter, sera installé avant le point de rejet de l'établissement.</i>	Article 4.1 de l'arrêté du 06/11/89 modifié	3 mois
Stockages de carburants sans rétention	<i>Les réservoirs fixes aériens de liquides inflammables ou polluants seront équipés de capacité de rétention étanches [...]</i>	Article 4.4.1 de l'arrêté du 06/11/89 modifié	3 mois

Pas de consignes incendie établies et affichées	<i>Des consignes écrites seront établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention et de lutte contre l'incendie, pour l'évacuation du personnel et pour l'appel des moyens extérieurs de défense contre l'incendie.</i>	Article 6.1.4 de l'arrêté du 06/11/89 modifié	1 mois
Pas de formation du personnel à la sécurité	<i>Le responsable de l'établissement veillera à la formation sécurité de son personnel [...]</i>	Article 6.1.7 de l'arrêté du 06/11/89 modifié	3 mois
1 véhicule stocké dans la benne de stockage des bouteilles de gaz usagées	<i>Les bâtiments et installations seront conçus et situés de façon à limiter les effets d'une explosion et en particulier éviter des projections à l'extérieur de l'établissement.</i>	Article 6.3.4 de l'arrêté du 06/11/89 modifié	1 mois

**ARTICLE 2** – A défaut d'exécution dans les délais impartis à l'article 1<sup>er</sup>, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

**ARTICLE 3- Délai et voie de recours.**

L'exploitant dispose d'un délai de deux mois, à compter de la notification de la présente décision, pour la déférer, s'il le souhaite, au Tribunal administratif de TOULOUSE.

**ARTICLE 4 -** Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne,  
Le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, inspecteur des installations classées,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié à la société AMERICAFER.

Toulouse, le 26 NOV. 2010

Pour le Préfet  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général,

Françoise SOULIMAN

